

## Nouvelles locales du lundi 19 décembre 2011

@rib News, 19/12/2011 | SĂ©curitĂ©- Attaque Ā main armĂ©eĀ par des hommesĀ en uniforme sur les collines de Nyagasaka e Muhanda de la zone Buruhukiro en commune Rumonge. La population affirme qu'Āun groupe de plus de 40 personnes a attaquĂ© cette localitĂ© pendant la nuit du 18 au 19 dĂ©cembre. Le groupe se disait du FNL et demandait une aide de 10.000Fbu par mĂ©nage. Les autoritĂ©s locales affirment qu'Āils Ă©taient au nombre de 7. Le bilan est d'Āune personne griĂ©vement blessĂ©e au dos par couteau et des biens volĂ©s d'Āune valeur d'Āpassant 700.000Fbu. [Bonesha] - Trois membres du FNL ont Ă©tĂ© arrĂ©tĂ©s par la police Ā Ngozi, deux dans avant midi et l'Āautre aprĂ©s-midi. Ils sont ac de collaborer avec les groupes terroristes. [Rpa] | Justice / Droits de l'ĀHomme- Le forum regroupant les universitaires du secteur privĂ© et public a adressĂ© une correspondance Ā la Commission Nationale IndĂ©pendante des Droits de l'ĀHomme pour lui demander de faire tout son possible pour que les commanditaires du massacre de deux Ă©tudiants Ā l'ĀUniversitĂ© du Burundi en octobre dernier soient poursuivis et punis. Il affirme qu'Āil est inadmissible que des personnes soient assassinĂ©es par la police et que les auteurs ne soient pas punis. [Rpa]- Les avocats du Burundi ont sorti un communiquĂ© d'ĀnonĂ©tant le fait que les juges ne leur accordent plus la parole pendant les audiences publiques. Ceci d'Ānote la volontĂ© de vouloir Ă©touffer la vĂ©ritĂ© selon ce mĂ©me communiquĂ©. [Bonesha]- Selon Amnesty International, le Parlement Burundais Ā« doit Ă©viter de suggĂ©rer de quelque faĂ§on que ce soit la possibilitĂ© d'Āune amnistie pour les crimes de gu les crimes contre l'ĀhumanitĂ© et le crime de gĂ©nocide Ā», selon un communiquĂ© de presse rendu public ce lundi Ā Bujumbura. Le Burundi doit de ne pas accorder d'Āamnistie ou de mesure similaire aux personnes soupĂ©onnĂ©es d'ĀĂ©tre responsables de gĂ©nocide, de crimes contre l'ĀhumanitĂ©, de crimes de guerre, de torture, de disparitions forcĂ©es ou d'ĀexĂ©cutions extrajudiciaires. [Rpa]- Selon cette organisation internationale, l'Āavant-projet de loi actuel ne d'Āfinit pas notion de pardon comme moyen lĂ©gal. Ā« La partie du rapport portant sur la mĂ©thodologie indique que certaines atteintes au droit international ne peuvent faire l'objet d'une amnistie, mais cette prĂ©cision ne figure pas dans le projet de loi en tant que tel Ā», souligne le communiquĂ© de Amnesty International. [Rpa]- Selon le communiquĂ© Ā« La loi devrait reconnaĂ©tre explicitement l'Āobligation du Burundi de ne pas amnistier les crimes graves relevant du droit international Ā». Ā Amnesty International considĂ©re Ă©galement que Ā« la prĂ©sence d'Āexperts internationaux en matiĂ©re de protection permettrait de renforcer l'ĀefficacitĂ© de la Commission Ā», contrairement au souhait Ānorme de la part de certains agents de l'ĀEtat. [Rpa] | Education- Plus de 600 Ă©tudiants de l'ĀUniversitĂ© du Burundi ont rendu public une pĂ©tition dans laquelle demandent que la FraternitĂ© des Etudiants de Rumuri (FER) soit dissoute puisqu'Āelle ne fait rien pour que ceux qui ont assassinĂ© deux Ă©tudiants au mois d'Āoctobre soient punis. Ils s'Āinsurgent contre le renvoi de dix Ă©tudiants des hommes universitaires qui ont osĂ© d'ĀnoncĂ© ce qui ne va pas sous le prĂ©texte qu'Āils sont des semeurs de d'Āsordre dans les universitaires. Ils disent que le chargĂ© de la sĂ©curitĂ© au campus et le directeur de la RĂ©gie des Ă©uvres Universitaires sont complices de cette situation. Ils affirment qu'Āils ont suspendu les reprĂ©sentants de cette fraternitĂ© jusqu'Āau renouvel des organes de la FER. Les reprĂ©sentants de cette fraternitĂ© affirment qu'Āils vont tenir une rĂ©union en assemblĂ©e gĂ©nĂ©rale au mois de janvier qui est seule est habilitĂ©e Ā rĂ©soudre les problĂ©mes de la fraternitĂ©. [Rpa/Bonesha/Isanganiro] | Economie- Les reprĂ©sentants des cafĂ©culteurs se sont retirĂ©s du processus de privatisation de la filiĂ©re cafĂ©. En effet, ils disent qu'Āils ont Ă©tĂ©s du processus et que leurs intĂ©rĂ©ts ont Ă©tĂ©s d'Ācor le gouvernement. La CNAC estime que le gouvernement exclut le cafĂ©culteur dans le processus de privatisation de cette filiĂ©re. [Rtnb/Rpa] | CoopĂ©ration- Le ministĂ©re chinois de la Culture a fait au ministĂ©re burundais de la Jeunesse et de la Culture un don composĂ© de matĂ©riel de musique et de bureau d'Āune valeur de 40.000 Euro. Le ministre burundais de la Jeunesse et de la Culture affirme que cela fait suite Ā sa visite en Chine. L'Āambassadeur de Chine au Burundi a par ailleurs affirmĂ© que le programme de langue chinoise va bientĂ©t commencer pour faciliter l'Āadaptation des Ă©tudiants qui vont poursuivre leurs Ă©tudes en Chine et les commerĂ©ants qui se rendent en Chine pour chercher des marchandises. [Rtnb] | SantĂ©- Le centre urbain de la province de Cibitoke fait face Ā un manque criant d'Āeau potable. Les infrastructures publiques telles que les hĂ©pitaux et les Ă©coles souffrent Ă©normĂ©ment de ce manque d'Āun produit de grande importance. Les populations craignent la rĂ©urgence des maladies des mains sales comme le cholĂ©ra et la dysenterie bacillaire. [Isanganiro]- Tous les robinets sont Ā sec et pas d'Āeau potable au chef-lieu de la province de Cibitoke. Ici, nous sommes au nord-ouest du Burundi, prĂ©s de la frontiĂ©re avec la RD Congo. De nouveaux quartiers Ă©rigĂ©s un peu partout ne sont pas suffisamment alimentĂ©s en eau potable. Imaginez une belle maison, bien construite mais curieusement, ses locataires se servent encore de l'Āeau de marigot ! [Isanganiro]- Selon le directeur de cet hĂ©pital, Dr Evode Nimbona, le problĂ©me majeur rĂ©side dans la faiblesse du dĂ©bit d'Āeau fournie par la REGIDESO : Ā« Les sanitaires, les salles de maternitĂ©, de pĂ©diatrie et le bloc opĂ©ratoire ne sont pas alimentĂ©s en eau suffisante Ā». Le grand risque, d'ĀaprĂ©s ce mĂ©decin, est que les patients peuvent Ă©tre contaminĂ©s par d'Āautres maladies dans un endroit oĂ© ils espĂ©raient Ă©tre guĂ©ris, constate-t-il. [Isanganiro]